

Théâtre de la Commune
Centre Dramatique National d'Aubervilliers
direction Didier Bezace

ABÉCÉDAIRE



des jours difficiles

Saisons 1997/1998 et 2002/2003

Les Petits Cahiers de la Commune

ABÉCÉDAIRE
des jours difficiles

Cette édition a été réalisée grâce au soutien du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis.

Nous remercions également les maisons d'édition qui nous ont autorisés à reproduire les textes choisis.

Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre.

George Santayana

AVANT-PROPOS

31 juillet 1932 : avec 230 députés, le parti National Socialiste devient le parti le plus important en Allemagne. 30 janvier 1933 : Hitler est nommé chancelier par le vieux président Hindenburg. Aux élections de mars, il totalise 44 % des voix, 288 députés sur 606, et constitue une majorité de 16 voix avec les Nationalistes. Les nazis sont au pouvoir sans avoir jamais obtenu de majorité absolue.

Avec le temps, le souvenir des faits s'estompe et la mémoire construit parfois une opinion parcellaire, d'un unanimité trompeur. L'Histoire nous apprendra sans doute comment tout cela fut possible et comment la deuxième moitié du XX^e siècle s'est construite sur les décombres de cette barbarie.

Voici, légèrement remanié, l'abécédaire qui accompagnait la création de *La Noce chez les petits bourgeois*, suivi de *Grand' peur et misère du troisième reich* de Bertolt Brecht, mise en scène par Didier Bezace, dans le cadre d'une trilogie consacrée aux hommes ordinaires devant l'Histoire intitulée *C'est pas Facile*. Puisse-t'il contribuer à notre nécessaire effort de mémoire pour que, dans l'Europe aujourd'hui pacifiée et réunie, les mêmes évènements, par les mêmes moyens, ne puissent se reproduire.

Bonne lecture et bonne soirée.

Laurent Caillon

A

APATHIE

Il règne actuellement en Allemagne un climat dans lequel il est impossible de vivre, quoi que vous fassiez, que vous pensiez, que vous éprouviez. On le ressent bien sûr très nettement à des occasions telles que le dernier discours du Führer. Ah ! ce monceau de mensonges plus grands les uns que les autres (jusqu'en janvier 1933, il paraît que nous étions tous des "forçats" – vous en souvenez-vous ?), de présomption sans limite et de sous-estimation tout aussi illimitée des autres. Et puis cette manière écœurante de dissimuler, avec tant de mauvaise foi, les véritables causes en restant prudemment sur un terrain neutre, ou par un dévouement dans des fantasmagories politiques aux conséquences sanglantes. C'est tout simplement intolérable. Et, ce qui est le plus étrange, on sent très nettement aujourd'hui qu'une grande partie de la population le sait. Même si le peuple n'agit pas en conséquence, comme s'il était trop paresseux pour cela, trop fatigué, trop affaibli. On s'en rend très bien compte quand on voit par exemple ce qui a paru dernièrement dans le *Berliner Illustrirten*. C'était un reportage photographique : "Le visage des Allemands écoutant le discours du Führer". Je n'ai jamais eu sous les yeux, au cours de ces dernières années, un document aussi catastrophique sur l'état actuel de l'Allemagne. Vous voyiez plusieurs photos prises dans des ateliers, des restaurants, des cinémas, des salles de réunion, etc. Et sur tous les visages, la même expression déprimante d'apathie et de désintérêt complets, de manque d'énergie pour s'avouer, à soi-même au moins, si ce n'est le crier au monde entier, ce que l'on a compris ou même obscurément saisi.

"Lettre du docteur O.-K. à Karl Löwith" (1937),
in Karl LÖWITH, *Ma vie en Allemagne avant et après 1933*,
© Éditions Hachette, 1988.

B

BILAN

Le régime de Vichy et les collaborationnistes, d'un côté, sont directement responsables de la condamnation de 135 000 personnes, de l'internement de 70 000 suspects (dont nombre de réfugiés politiques d'Europe centrale), de la révocation de 35 000 fonctionnaires. Victimes des lois d'exclusion, 60 000 francs-maçons ont été fichés, 6 000 ont été inquiétés, et 549 (sur 989) sont morts en déportation. De même, l'administration française et les partis à la solde des Allemands, chacun à leur manière, ont contribué à la déportation de 76 000 juifs français et étrangers, dont moins de 3 % ont survécu. Les mêmes ont œuvré à l'envoi en Allemagne de 650 000 travailleurs au titre du S.T.O. et ont mené une lutte sans répit à la Résistance et à tous les opposants en général. Certes, ni Vichy ni les collaborationnistes ne sont directement responsables de toutes les exécutions, exactions, déportations. Mais il ne fait aujourd'hui aucun doute que, parmi les nombreuses victimes de cette époque, une partie non négligeable a subi le contrecoup, non de l'occupation étrangère ou du conflit militaire, mais des luttes internes, dont Vichy a été le maillon initial : c'est un fait, pas un a priori idéologique.

Henry ROUSSO,

Le Syndrome de Vichy (de 1944 à nos jours),

© Éditions du Seuil 1987, collection *Points Histoire*, 1990.

C

CULPABILITÉ

L'Allemagne, notre patrie, s'est transformée en un peuple qui compte deux millions de mouchards et quatre-vingts millions de mouchardés. Sa vie s'identifie au procès qui lui est fait. Elle ne comporte que des coupables.

Ce que le père dit à son fils, il le lui dit pour ne pas se faire arrêter. Le prêtre feuillette sa bible pour trouver les phrases qu'il peut prononcer sans se faire arrêter. L'enseignant, ayant à expliquer telle ou telle décision de Charlemagne, cherche quel mobile il peut enseigner sans qu'on l'arrête. Signant le permis d'inhumer, le médecin choisit d'indiquer les causes de décès qui n'entraîneront pas son arrestation. Le poète se casse la tête à la recherche d'une rime pour laquelle on ne pourra pas l'arrêter. Et pour échapper à l'arrestation, le paysan se résout à ne plus nourrir sa truie.

Bertolt BRECHT,
Écrits sur la politique et la société,
traduction de Paul Dehem et Philippe Ivernel
© L'Arche Éditeur, Paris, 1970.

D

DÉBUT

Commencer – commencer de lutter, commencer de résister – non seulement ne va pas de soi, mais peut aller aussi contre soi-même, malgré soi. Malgré la peur, malgré l'inertie, malgré ce qui en nous permet et pousse aux douces lâchetés, aux serviles abandons. Sans doute ce qui se nomme "lâcheté" nous propose-t-il de ne rien commencer quand il faudrait commencer quelque chose, ou bien de suivre ses propres pesanteurs en un gras laisser-aller de soi-même en soi-même, en dépit de tout, comme aspiré par sa propre nuit. Le courage alors s'imposerait malgré cela, malgré le désir peut-être, ou bien malgré l'obéissance, en une subversion dressée contre les submersions où la mort sait respirer. On le sait, le commencement courageux ne manque pas de mobiles de s'abandonner. [...]

Et l'on devra comprendre où peut bien se situer ce qu'on nomme la "lâcheté", entre le découragement, vers lequel un étrange vertige nous attire, et le complice laisser-aller qu'il nous arrive de prendre pour du courage, et qui nous aide seulement à nous y pousser.

Mais le courage ne s'accomplit pas seulement dans le face-à-face, avec soi-même ou contre un ordre. Il lui faut aussi compter avec le temps. Une décision n'est pas facile à prendre, on hésite, on peut s'engluier dans les raisons de ne rien faire, mobiliser toutes les ressources de sa mauvaise foi afin de permettre l'abandon. On s'enfonce en soi-même de toute son épaisseur et puis, parfois, la décision héroïque surgit quand même, et voilà : on se voit face à ce qu'une sombre facilité aurait pu éviter, une indifférence, un sommeil... et non. Les yeux ont décidé de s'ouvrir, il faut désormais persister.

Pierre-Michel KLEIN,

Le Courage (en connaissance de causes),

© Éditions Autrement, collection "Morales", n° 6, février 1992.

E

EXIL

Quitter le sol de la France était une entreprise difficile. En s'assurant le contrôle de la plus grande partie de l'empire, Vichy a remporté une grande victoire, car pour rejoindre de Gaulle il fallait rompre complètement avec la vie normale, fuir et s'exiler. Seuls les soldats et les fonctionnaires des colonies qui basculèrent totalement dans le camp gaulliste, comme le fait presque toute l'A.E.F. en octobre-novembre 1940, pouvaient s'offrir le luxe de devenir des Français libres sans bouger de chez eux. Le reste devait s'exposer à des poursuites, au danger ; en outre, émigrer, n'était-ce pas s'enfuir comme un malpropre ? "J'aurais honte d'abandonner mes compatriotes quand tout va mal", écrivait Jean Renoir au scénariste américain Robert Flaherty le 8 août 1940. En particulier, aller à Londres, c'était en quelque sorte changer d'ennemi. En effet, les 3 et 4 juillet, la marine britannique avait attaqué préventivement l'escadre ancrée à Mers el-Kébir (Algérie) et saisi les bateaux français se trouvant dans les ports anglais, estimant que les assurances verbales de Vichy ne suffisaient pas à garantir que les Allemands ne s'empareraient pas de la flotte française quand ils le voudraient. Plus de 1 200 marins français ont trouvé la mort dans cette douloureuse affaire relevant de la *Realpolitik*. De Gaulle dut ensuite se défendre vigoureusement de servir les intérêts impérialistes britanniques.

Robert O. PAXTON,

La France de Vichy (1940-1944),

© Éditions du Seuil, collection *Points Histoire*, 1974, 1997.

F

FASCISME

Le mot "fascisme" correspond à une notion bien précise ; ce n'est pas seulement une injure qu'on lance à la tête des conservateurs. Au sens exact du terme, c'est un mouvement de masse antilibéral, anticomuniste, bien décidé à employer la force et vouant un mépris total aux valeurs des grands bourgeois ; il se distingue radicalement non seulement de la gauche, son ennemie, mais de la droite traditionnelle, sa rivale. Alors que les conservateurs veulent une structure sociale hiérarchisée, les fascistes, avec leurs chemises uniformes, affichent un égalitarisme absolu devant le chef. Les conservateurs, hostiles à la participation du peuple qu'ils dédaignent, veulent être gouvernés par quelques grandes familles bien établies ; les fascistes, qui montent à l'ère de la politique de masse et ne descendent pas de l'élitisme du XIXe siècle, se veulent l'affirmation de la volonté populaire. Ils préfèrent souvent l'énergie dionysiaque du paganisme à l'immobilisme social des Églises établies. Ils tournent en dérision la mollesse, le conformisme, les manières compassées des conservateurs. N'ayant aucun attachement sentimental pour l'Europe moribonde de grand-papa, ils portent aux nues le dynamisme, le changement et "l'ordre nouveau". [...]

Étudier le fascisme est d'autant plus difficile qu'il n'est jamais arrivé au pouvoir par ses propres moyens. Il y est toujours parvenu avec l'aide des conservateurs et dans des conditions telles que, faisant taire leurs divergences, les rivaux se sont trouvés unis par une même ambition : prendre le pouvoir et détourner la menace communiste. Les conservateurs ont souvent été heureux de trouver dans la masse organisée et les troupes des fascistes un allié contre la gauche mais, dans bien des cas, ce sont les conservateurs qui ont tendu aux fascistes les clés du pouvoir.

Robert O. PAXTON,
La France de Vichy (1940-1944),
© Éditions du Seuil, collection *Points Histoire*, 1974, 1997.

G

GROUPE

Le fascisme est anti-individualiste. L'individu n'a pas de droits propres ; il n'a que ceux que la collectivité veut bien lui reconnaître. L'individu trouve sa raison d'être dans la subordination au groupe et son accomplissement dans l'intégration à une communauté. Le fascisme exalte les valeurs du groupe, de la collectivité, de la communauté nationale. Le succès du fascisme vient en partie de la volonté de ne faire qu'une âme, dans l'exaltation de se sentir penser, vivre, agir tous ensemble. Le fascisme, c'est tout un peuple cohérent et rassemblé ; le mot d'ordre du national-socialisme, c'est *Ein Volk*. Le "marcher ensemble" germanique est un des thèmes du national-socialisme avec les défilés, les parades, toute une liturgie communautaire.

Aussi une des premières mesures prises par ces régimes consiste-t-elle à supprimer tout ce qui différencie, tout ce qui entretient la diversité, le pluralisme : dissolution des partis politiques pour se débarrasser de l'opposition, mais aussi des syndicats, des groupements professionnels. À la diversité se substituent des organisations unitaires, fondées sur l'allégeance au régime et au parti. Plus rien ne doit subsister en face de l'unité du peuple rassemblé autour du chef, du parti, du régime. C'est une religion du groupe.

René RÉMOND

Le XXe siècle (de 1914 à nos jours),
volume 3 de *l'Introduction à l'histoire de notre temps,*
© Éditions du Seuil, collection *Points Histoire*, 1974,
nouvelle édition 1989.

H

HISTOIRE

ZIFFEL : Au début, seules quelques personnes faisaient peur à d'autres, puis quelques personnes ont fait peur à tout le monde et, pour finir, tout le monde faisait peur à tout le monde. Le soir, les gens s'endormaient en pensant aux menaces qu'ils avaient subies dans la journée et à celles qu'ils feraient eux-mêmes subir aux autres le lendemain.

KALLE : En peu de temps, ils ont réussi à se faire peur les uns les autres à un point inimaginable, comme en témoigne l'histoire suivante : un étranger rend visite à un Allemand, avec lequel il a des relations d'affaires. Comment ça va chez vous, sous le nouveau régime ? demande-t-il tout à trac, en entrant dans le bureau. L'ami devient blême, marmonne quelques mots inintelligibles, empoigne son chapeau et entraîne l'étranger vers la porte. Celui-ci s'attend à obtenir une réponse une fois dehors, mais l'Allemand jette autour de lui des regards apeurés, tourne l'angle de la rue et conduit son compagnon dans un restaurant où il choisit, dans un coin de la salle, une table à l'écart de tous les autres clients. On commande un cognac et l'étranger repose sa question, mais l'Allemand louche d'un air méfiant vers la lampe de table dont le pied de bronze est très volumineux. Ils paient et l'Allemand entraîne alors son ami dans sa garçonnière, le mène tout droit à la salle de bains, ouvre les robinets à fond, et dans un grand bruit d'eau, d'une voix tout juste perceptible, à dix centimètres de son oreille, lui souffle : Ça peut aller.

Bertolt BRECHT,
Dialogues d'exilés,
traduction de Gilbert Badia et Jean Baudrillard
© L'Arche Éditeur, Paris, 1972.

I

IMAGINAIRE

Si l'on s'en tient aux clichés, tout est simple. Vus de France, les Allemands, en 1933 (à l'exception, bien sûr, de ceux qui furent la proie des persécutions politiques et raciales), se sont soumis comme un seul homme à Hitler. Et ceci dans l'enthousiasme et jusqu'à la fin de la guerre. Vue d'Allemagne au contraire, la France a construit après la guerre le grand mythe de la Résistance, alors qu'en réalité la collaboration économique et même policière a atteint une très grande ampleur. Ces images déformées sont agaçantes, mais elles ont, hélas ! une réalité politique et psychologique dont il faut tenir compte.

Manfred FLÜGGE,
Résister (le prix du refus),
© Éditions Autrement, collection "Morales", n° 15, mars 1994.

J

JEUNESSE

Il n'est certes pas facile de transmettre aux jeunes d'aujourd'hui une image vraie de l'arrogance et du manque total de scrupules qui caractérisaient Hitler et son entourage. Dès leur arrivée au pouvoir, leur stratégie fut d'attirer la jeunesse pour la tenir bien en main. Ils voulaient, en s'appuyant sur elle, réussir l'"élevage" d'une humanité supérieure, d'une race de type nordique apte à établir un jour une hégémonie mondiale. Dans ce but, elle devait être formée physiquement, moralement et spirituellement dans l'idéologie du national-socialisme. Le mot d'ordre était : "Tu n'es rien, ton peuple est tout." Ayant grandi dans une tradition nationaliste, les jeunes des années 30 étaient très sensibles à des valeurs comme la camaraderie, la vassalité, la mère patrie, la nation. Ils étaient façonnés dans l'esprit des associations de jeunesse, aimaient les appels, les feux de camp, les cérémonies et se laissaient facilement griser par les discours de la propagande officielle, par l'éclat des drapeaux, des fanfares. [...]

Pour nous, adolescents de cette époque, il était extrêmement difficile de trouver notre chemin alors même qu'autour de nous professeurs, parents, hommes d'Église s'empêtraient dans les embûches des compromis, des demi-mesures et des lâchetés. Désorientés, nous les regardions boire le poison, conclure trop rapidement la paix avec ce régime – soit pour se protéger, soit parce qu'ils espéraient sincèrement un redressement de l'Allemagne. Nous les regardions accepter et soutenir plus ou moins ouvertement les nazis, sans que cela ne leur pose apparemment de cas de conscience. [...]

Pour moi, la guerre mit fin à cette période peu glorieuse de suivisme, mais j'en ai conservé la peur de la corruptibilité de l'homme face à un système dément et la certitude amère de ne pas lui avoir suffisamment tenu tête.

Anneliese KNOOP-GRAAF,
Résister (le prix du refus),

© Éditions Autrement, collection "Morales", n° 15, mars 1994.

K

KRACH

Si, finalement, les nazis se sont résolus à emprunter la voie légale, c'est que, à partir de la fin de 1929, celle-ci leur a offert des perspectives inespérées. En effet, c'est le 24 octobre 1929 qu'éclata à New York la crise boursière qui allait entraîner le monde dans la plus grande dépression économique qu'il ait connue depuis le triomphe de la civilisation industrielle. L'Allemagne avait dû sa reprise économique, après la guerre, après l'inflation de 1923 et encore en 1929, à l'investissement d'importants capitaux américains, dont une large part était placée à court terme. Elle fut le premier pays européen – avec l'Autriche, qui se trouvait dans une situation analogue de dépendance à l'égard des États-Unis – à ressentir les effets de la crise. Son activité économique connaissait déjà un certain ralentissement depuis quelques mois. Le retrait des capitaux américains fut suivi d'un rapide effondrement de la demande et de la faillite de plusieurs établissements de crédit. De nombreuses entreprises industrielles et commerciales tombèrent à leur tour en faillite. Les autres réduisirent leur production, leurs prix de revient et leur main-d'œuvre, ouvrant la voie à un rapide accroissement du chômage et à une importante baisse de la consommation, elle-même génératrice de nouvelles difficultés pour les producteurs.

L'opinion allemande restait fort sensibilisée par la grande inflation de 1923 et, en mars 1930, le gouvernement de "grande coalition" présidé par le socialiste Hermann Müller fut renversé à propos du budget. Alors que les socialistes étaient prêts à accepter un déficit pour améliorer les allocations de chômage, les nationaux allemands ne voulaient pas d'une telle politique. Le président du Centre catholique, Heinrich Brüning, fut chargé par le président Hindenburg de constituer un gouvernement qui, malgré une coalition de sept partis, ne disposait pas d'une majorité sûre. Réduisant ou abandonnant la politique économique et sociale de son prédécesseur, Brüning chercha en fait plus à défendre la monnaie qu'à soutenir l'activité économique du pays : au lieu de créer des emplois et de fournir du travail aux entreprises, il tenta de limiter les dépenses de l'État et de la collectivité, contribuant ainsi à aggraver les effets de la crise. Cette politique provoqua un profond mécontentement de la part d'une fraction de plus en plus grande de la population et suscita des conditions particulièrement favorables au succès d'une démagogie sans scrupule. Les nazis, qui étaient passés maîtres en ce domaine, ne manquèrent pas d'en tirer parti.

Alfred GROSSER,

Dix leçons sur le nazisme,

© Librairie Arthème Fayard, 1976.

L

LUCIDITÉ

"Dans la vie de chaque homme vient un moment où pour dire simplement : ceci est noir et ceci est blanc, il faut payer très cher. Ce peut être le prix de la vie. À ce moment le problème principal n'est pas de connaître le prix à payer, mais de savoir si le blanc est blanc et le noir noir. Pour cela il faut garder une conscience."

C'est ce qu'écrivait en 1984 Adam Michnik, du fond de sa prison, au ministre de l'Intérieur à Varsovie.

Jacques TARNERO,

Résister (le prix du refus),

© Éditions Autrement, collection "Morales", n° 15, mars 1994.

M

MANICHÉISME

Loin d'être seulement des traîtres, les collaborateurs ont agi par choix politique et idéologique, surtout les plus extrémistes. Tous n'ont pas tiré avantage de leur engagement, et ont au contraire payé de leur personne, s'engouffrant dans une cause perdue d'avance. Nous sommes loin de l'image classique du "collabo", qui trahit par vénalité ou turpitude intellectuelle ou morale (catégorie qui elle aussi a existé). Voilà tout à coup une image rassurante qui s'effondre : non, il n'y avait pas de "bons" ou "mauvais" Français ; il y avait ceux qui avaient choisi en toute conscience le camp du fascisme et du nazisme et il y avait ceux qui acceptaient de mourir pour une certaine idée de la France – ajouter : de la démocratie et de la république. C'était reconnaître implicitement que le choix de l'un ou l'autre camp n'allait pas forcément de soi, que le pays était traversé par une fracture à l'échelle planétaire et que la Seconde Guerre mondiale n'était pas un affrontement entre nations, mais également un combat idéologique sanglant.

Henry ROUSSO,

Le Syndrome de Vichy (de 1944 à nos jours),

© Éditions du Seuil, collection *Points Histoire*, 1990.

N

NUANCE

Il est difficile de mesurer la popularité d'un régime autoritaire. Tout d'abord, on ne dispose pas des moyens qui reflètent habituellement l'opinion publique : une presse à peu près libre, des élections, des débats parlementaires, une certaine tolérance envers la critique. Dans le cas de Vichy, il est d'autant plus malaisé de se faire une idée de l'adhésion au régime que la Libération fut une explosion de joie quasi générale et que les Français oublièrent – consciemment ou inconsciemment – avoir eu un état d'esprit tout à fait différent, proche du désespoir, en 1941 ou 1942.

Si l'on traçait un graphique grossier de l'opinion publique entre 1940 et 1944, on verrait que la quasi-totalité de la population était pour Pétain en juin 1940 et pour de Gaulle en août 1944, le point d'intersection de ces deux courbes, l'une décroissante, l'autre ascendante, se situant après l'occupation de la zone libre en novembre 1942.

Mais les deux courbes ne seraient pas régulières et il est à la fois possible et nécessaire d'affiner l'analyse. Il faut tout d'abord distinguer entre les hommes qui participent effectivement au régime et ceux qui lui sont simplement favorables, lesquels se subdivisent à leur tour selon qu'ils sont plus ou moins chaleureux et selon leurs motivations : foi dans le maréchal Pétain, peur de la guerre ou du communisme, enthousiasme pour la révolution nationale. Même les récalcitrants, parce qu'ils ne mettent pas en doute la légitimité du régime et ne font pas d'opposition active, viennent sans le vouloir grossir le flot des partisans.

Tous ces groupes, des tièdes aux fervents, sont des "collaborateurs" au sens fonctionnel du terme, car ils créent ce large courant d'opinion qui, reconnaissant d'abord la légalité du gouvernement, va ensuite y participer plus activement.

Robert O. PAXTON,

La France de Vichy (1940-1944),

© Éditions du Seuil, collection *Points Histoire*, 1973.

O

OPINION

Dans un État moderne, tout homme se trouve avoir une action politique, ne fût-ce qu'en donnant son suffrage dans les votes ou en omettant de voter. La signification de la responsabilité politique est telle qu'elle ne permet à personne de s'y dérober. Les hommes d'action politiques ont coutume de se justifier après coup, quand les choses ont mal tourné. Mais sur le plan de l'action politique, de telles justifications sont sans valeur.

On allègue de bonnes intentions. Hindenburg, dit-on par exemple, n'avait pourtant pas voulu ruiner l'Allemagne, il n'avait pas voulu la livrer à Hitler. De telles paroles ne servent en rien sa cause : il l'a fait, et en politique c'est cela qui importe. Ou bien on a dit : on avait vu grandir le fléau, on l'avait dit, on avait mis les autres en garde. Mais un tel témoignage est sans valeur en politique tant qu'il n'en est pas résulté des actes, et tant que ces actes n'ont pas abouti.

On pourrait penser ceci : il est pourtant permis à certains hommes d'être complètement apolitiques, de vivre hors de cette réalité, comme les moines, les ermites, les savants et les chercheurs, les artistes. S'ils sont vraiment apolitiques, estime-t-on, ils n'ont aucune part à la culpabilité.

Mais la responsabilité politique les englobe parce qu'eux aussi vivent grâce à l'ordre de l'État. Rien ne reste extérieur à un État moderne.

Karl JASPERS,
La Culpabilité allemande,
© Éditions de Minuit, collection "Arguments", 1990.

P

PLAISANTERIE

La faiblesse de l'opposition organisée est frappante et elle montre le succès du N.S.D.A.P. à faire disparaître de la société allemande toute structure échappant à son contrôle. L'omniprésence de la police, l'appel à la délation présentée comme une vertu civique, le noyautage de toutes les associations autorisées à subsister empêchaient toute conversation politique, toute contestation organisée, voire l'expression de toute critique. Dans une société éclatée comme celle du III^e Reich, la seule expression critique possible était la "bonne histoire" qui laissait voir une certaine distance avec l'autorité dont on riait mais n'impliquait pas une prise de position précise. Jamais l'Allemagne ne connut autant de ces plaisanteries à portée ambiguë.

Alfred GROSSER,
Dix leçons sur le nazisme,
© Librairie Arthème Fayard, 1976.

Q

QUESTION

Comment, pourquoi, à ce moment-là, en Allemagne, cet homme-là, ce régime-là, et ensuite cette épouvante-là répandue sur l'Europe ? Une question que, depuis 1945, les Allemands posent sous la forme simplifiée : "*Wie konnte es geschehen ?*" ("Comment cela a-t-il pu arriver ?") Une question qui en présuppose deux autres, d'inégale difficulté et d'inégale importance : qu'est-ce qu'expliquer ? quelles sont les spécificités allemandes des éléments de l'explication ?

Nous ne pouvons ici aborder de front la première. Qu'il nous suffise de relever quelques éléments de réflexion qu'il conviendrait de garder présents à l'esprit pendant la lecture du livre. D'abord, le fait qu'il faut toujours savoir ce qu'on cherche à expliquer : est-ce la décomposition du régime de Weimar ? Est-ce le fait que Hitler et non un autre ait été investi du pouvoir ? Est-ce la guerre hitlérienne ? Tel facteur – par exemple, l'aide accordée par tels industriels au mouvement nazi – permet de comprendre l'arrivée au pouvoir, mais non l'agression planifiée. Puis l'impossibilité de trouver des causes déterminantes, d'autant plus que les facteurs de tous ordres s'influencent les uns les autres, se modifient mutuellement, qu'il s'agisse de structures économiques, d'institutions politiques ou d'idéologies. Enfin, la nécessité de situer dans le temps l'importance des facteurs dégagés. [...]

Cela conduit à l'interrogation sur la spécificité, interrogation qui prend une double forme : qu'est-ce qui fait que, avec un environnement analogue, l'évolution politique allemande ait été si différente ? Que, par exemple, la crise économique de 1930 ait débouché sur Roosevelt et le *New Deal* aux États-Unis, sur Hitler et le nazisme triomphant en Allemagne ? Est-ce que tel phénomène décelé en Allemagne est vraiment si particulier qu'il permet de comprendre ? Ici, la réponse n'est jamais simple. [...] Cela dit, c'est en Allemagne et en Allemagne seulement qu'un Hitler a rallié près de la moitié (mais pas plus !) du corps électoral, tant que celui-ci se voyait encore proposer un choix.

Alfred GROSSER,
Dix leçons sur le nazisme,
© Librairie Arthème Fayard, 1976.

R

RÉSISTER

Tel est bien le fond du problème : parce que la machine biologique est fragile et porte sa propre fin inscrite en elle, résister est une nécessité. Plus même : un réflexe. Ce n'est que dans un deuxième temps que le réflexe se fera réflexion et tissera autour de l'ego tout un réseau de protections plus ou moins efficaces. Qu'est-ce que se loger, se vêtir, se nourrir, se soigner sinon se défendre au jour le jour ? rajouter aux mécanismes naturels de préservation de l'organisme ses propres dispositifs ? Prudence oblige. Mais surtout, jeté dans la jungle sociale, confronté à la concurrence sauvage des autres égoïsmes, chacun, dans ces conditions, va vite apprendre à se méfier des autres, à s'opposer à l'impérialisme de leurs désirs. [...]

Résister, dans ce premier sens, c'est donc constituer un cordon sanitaire autour de la flamme fragile, éphémère, de l'existence : tenir ferme, rester debout, selon l'étymologie même du mot (*resistere*, de *stare* : être debout). Préoccupation ni morale ni immorale, mais vitale, et que l'homme partage avec tout être vivant qui doit se défendre pour persévérer dans son être.

À cette différence près – majeure – que, dans le cas de l'homme, la conscience intervient et modifie l'enjeu. Ainsi, grossissant à plaisir les dangers, elle peut déformer la réalité et susciter en retour ces éternels inquiets qui ne voient que périls à leur porte. Qui n'a connu de ces personnes qui résistent farouchement à tout, qui disent toujours non (qui "râlent" toujours), quoi qu'il arrive, et se barricadent dans la forteresse inviolable de leur moi ? Une attitude qui prêterait volontiers à rire si elle ne portait en germe la peur de l'Autre et les pires aberrations qui en dérivent. Après tout, l'extrême droite, quand elle parle d'endiguer le flux de l'immigration, prétend également "résister"...

Gérard CAHEN,

Résister (le prix du refus),

© Éditions Autrement, collection "Morales", n° 15, mars 1994.

S

SERVITUDE

Les deux composantes irréductibles d'une situation de domination sont, d'une part, la coercition des oppresseurs et, d'autre part, la coopération plus ou moins forcée des opprimés. Le propos rappelle *Le Discours de la servitude volontaire* d'Étienne de La Boétie qui notait en son temps : "Je désirerais seulement qu'on me fit comprendre comment il se peut que tant d'hommes, tant de villes, tant de nations supportent quelquefois tout d'un Tyran seul, qui n'a puissance que celle qu'on lui donne¹⁷" ; il rejoint encore l'expérience de la résistance au totalitarisme soviétique, telle qu'elle nous est rapportée par Vladimir Boukovski : "Nous avons compris une grande vérité, à savoir que ce n'est pas le fusil, ce ne sont pas les chars, ce n'est pas la bombe atomique qui engendre le pouvoir et le pouvoir ne repose pas sur eux. Le pouvoir naît de la docilité de l'homme, du fait qu'il accepte d'obéir¹⁸." Ceci revient à reprendre l'analyse des rapports du maître et de l'esclave développée par Hegel, en insistant sur le consentement implicite de l'esclave à sa propre domination, en tant que figure historique de l'esclavage.

Changer sa position d'esclave suppose un processus d'éducation, de "conscientisation" dirait-on en Amérique du Sud, par lequel l'esclave peut parvenir à briser sa mentalité de dominé. Autrement dit, son premier combat doit être de s'affirmer en tant que personne, en tant que sujet affranchi de sa propre sujétion.

17. Étienne de La Boétie, *Le Discours de la servitude volontaire*, commentaires de Pierre Clastres et Claude Lefort, Paris, Éd. Payot, 1976, p. 174.

18. Vladimir Boukovski, *Et le vent reprend ses tours*, traduction, Éd. Laffont, Paris, 1978, p. 35.

T

TRACAS

Après août 1941, c'est simplement pour se maintenir que le régime a besoin d'une police forte. Il a versé le sang et doit en verser toujours plus pour survivre. "Travail, Famille, Patrie" se lit maintenant "Tracas, Famine, Patrouilles", dit Léon-Paul Fargue.

Un seul dénominateur commun aux deux formules : l'ordre.

Robert O. PAXTON,
La France de Vichy (1940-1944),
© Éditions du Seuil, collection *Points Histoire*, 1974, 1997.

U

ULCÈRE

Je me dois d'insister, auprès de vous, sur le fait que nous n'avons plus, aujourd'hui, l'Allemagne que vous avez quittée il y a trois ans. La situation est en effet telle ici que chacun se méfie des autres et que même dans la plus stricte intimité, on doit se montrer terriblement prudent dans ses paroles, car il ne manque pas de gens pour se faire un plaisir d'aller dénoncer les autres. Si quelqu'un lisait cette lettre par exemple, je disparaîtrais probablement, sans qu'on puisse dire ni où ni comment. Moi-même, je n'arrive pas à entrer dans le jeu, même s'il m'arrive souvent d'en avoir envie, car cela me faciliterait bien la vie. Mais nous avons sans doute été trop malmenés par la guerre, l'inflation, etc., pour que nous puissions aujourd'hui encore accepter aussi simplement les crises et les difficultés. Toute l'économie et le domaine des finances sont arrivés à un tel point que l'on entend parler partout de gens qui cherchent à tourner la loi. C'est terriblement démoralisant et il vaut mieux que nous ne sachions pas ce qui nous attend encore. [...] Je voudrais tellement parvenir à vous convaincre que nous ne sommes plus ici que des numéros, sans distinction de sexe. La peine de mort interdit de se singulariser. Nous sommes dirigés avec précision par la police, par le parti, par la protection civile et par la N.S.V. (association professionnelle national-socialiste), et dans certaines circonstances aussi par l'armée ; nous n'agissons plus que sur directives. Il n'existe plus de lois, dans le sens qu'elles avaient autrefois. Bien qu'aujourd'hui, en fait, chacun gagne bien sa vie, on perçoit partout un grand dégoût pour le travail. Chacun a l'impression de vivre sur un volcan, à l'exception d'un petit nombre, bien sûr. [...] Je me demande, bien sûr, si nous pourrions tenir et je pense souvent que notre tour à nous, prétendus bourgeois, va peut-être arriver comme pour vous. Beaucoup déjà l'ont deviné, mais on ne sait rien, et on ne peut plus dire du tout, aujourd'hui, ce qui va se passer dans quelques années ; on ne sait même pas ce que nous réserve le lendemain ! Il faut d'une manière quelconque en prendre son parti ou alors aller tout de suite s'acheter une corde pour se pendre.

"Lettre à Karl Löwith" (1939),
in Karl LÖWITH, *Ma vie en Allemagne avant et après 1933*.
© Éditions Hachette, 1988.

V

VEAUX

Le peintre en bâtiment est venu au pouvoir non seulement par un coup d'État, mais encore par le jeu de la légalité. Son parti était brusquement devenu le plus puissant de tous, si bien qu'il lui revint légalement de former le gouvernement. Le peuple était plongé dans le plus grand désarroi. Beaucoup votèrent pour cet adversaire de la démocratie parce qu'ils étaient démocrates. Il y avait aussi les innombrables mécontents, insatisfaits de certains partis – les partis existants – et prêts à rallier celui du peintre en bâtiment puisque, n'ayant jamais gouverné, il n'avait pas encore eu le temps de faillir. Les veaux, insatisfaits de ceux qui les tondent, les nourrissent et les gardent, résolurent en désespoir de cause d'essayer le boucher.

Bertolt BRECHT,
Écrits sur la politique et la société,
traduction de Paul Dehem et Philippe Ivernel
© L'Arche Éditeur, Paris, 1970.

W

WAGONS

Goering : Combien de synagogues ont été incendiées ?

Heydrich : 101 synagogues ont été incendiées, 76 ont été démolies, 7 500 commerces ont été détruits.

Goebbels : [...] J'estime nécessaire de publier une ordonnance interdisant aux juifs de fréquenter les théâtres, les cinémas et les cirques allemands. La situation actuelle nous le permet. Les théâtres sont remplis de toute manière ; c'est à peine si on y trouve de la place. Je suis d'avis qu'il n'est pas possible de permettre aux juifs de s'asseoir aux côtés des Allemands dans les salles. Par la suite on pourrait peut-être mettre à leur disposition un ou deux cinémas, où ils présenteraient des films juifs. Mais ils n'ont rien à chercher dans les théâtres allemands.

De plus, il faut qu'ils disparaissent partout de la circulation publique, car ils exercent un effet provocateur. Il est par exemple encore possible aujourd'hui qu'un juif utilise le même compartiment de wagon-lit qu'un Allemand. Une ordonnance devrait être publiée par le ministre des Communications, introduisant des compartiments pour les juifs, qui ne seraient mis à leur disposition que lorsque tous les Allemands sont assis, et sans qu'ils puissent se mélanger à eux. S'il n'y a pas assez de place, ils doivent rester debout dans le couloir.

Goering : Je trouve plus raisonnable de leur donner des compartiments spéciaux.

Goebbels : Pas quand le train est rempli.

Goering : Un moment ! Il n'y aura qu'un seul compartiment juif. S'il est rempli, les autres juifs doivent rester chez eux.

Goebbels : Et si, mettons dans le rapide de Munich, il n'y a pas assez de juifs : il y a deux juifs dans le train, et les autres compartiments sont remplis. Ces deux juifs ont alors un compartiment spécial à eux deux. Il faut donc dire : les juifs ne peuvent s'asseoir que lorsque tous les Allemands sont assis.

Goering : Ce n'est pas la peine de le dire expressément. Si vraiment le train est rempli comme vous le dites, croyez-moi, je n'ai pas besoin d'une loi. Le juif sera f... à la porte, il n'aura qu'à s'asseoir tout seul dans les ch... pendant tout le voyage.

Conseil des ministres allemands au lendemain de la "Nuit de cristal",
12 novembre 1938,

cité par Léon POLIAKOV, *Bréviaire de la haine*,

© Éditions Calmann-Lévy, 1951.

X

XÉNOPHOBES

"La race nordique a le droit de diriger le monde, et ce droit atavique doit être l'étoile guidant notre politique étrangère. C'est la raison pour laquelle il ne saurait être question de coopération avec la Russie, qui est un corps de bête tartare surmonté d'une tête de Juif."

Adolf Hitler (1941),
cité par Raoul GIRARDET, *10 leçons sur le nazisme* (sous la direction d'Alfred Grosser),
© Éditions Complexe, 1984.

"Les Russes ne sont pas des êtres humains, mais un conglomérat d'animaux."

Goebbels (journal),
cité par Raoul GIRARDET, *10 leçons sur le nazisme* (sous la direction d'Alfred Grosser),
© Éditions Complexe, 1984.

"Pour une Europe pacifiée et prospère ?

L.V.F.

Pour une France propre, débarrassée des Juifs et des maçons ?

L.V.F.

Lutte contre le bolchevisme ?

L.V.F.

Pour le triomphe de l'idéal national-socialiste ?

L.V.F.

Pour la défaite des démocraties judaïques ?

L.V.F.

À tous les problèmes français et européens ?

Une seule réponse :

L.V.F."

Slogans de la Légion des Volontaires Français "étalés" dans les quotidiens en 1944,
cité par Alfred GROSSER, *Dix leçons sur le nazisme*,
© Librairie Arthème Fayard, 1976.

Y

YEUX

La brutalité et les ruses du parti et de son chef ne sont pas les seules causes du succès. Avant et après le 23 mars, celui-ci est favorisé par l'aveuglement et la faiblesse de la plupart de ceux qui leur étaient hostiles. Jusqu'au bout, les communistes se sont fait des illusions sur ce que serait la répression hitlérienne. Les socialistes n'ont guère protesté quand les communistes ont été persécutés. Les libéraux et le Centre n'ont guère réagi devant les arrestations et les mauvais traitements subis par des socialistes. L'Église catholique a eu le seul souci de ses membres. Chacun a cru qu'il serait épargné s'il ne se solidarisait pas avec le voisin. Jusqu'à une partie du judaïsme allemand qui a cru que l'antisémitisme national-socialiste ne s'en prendrait qu'aux petits Juifs et que les israélites distingués n'avaient rien à craindre s'ils se tenaient tranquilles.

Alfred GROSSER,
Dix leçons sur le nazisme,
© Librairie Arthème Fayard, 1976.

Z

ZOOM

Avant de trop critiquer le bilan de la résistance allemande (d'autant qu'on peut se demander ce que serait devenue la Résistance française sans le débarquement allié), on ferait bien de songer à la nature du régime nazi et à l'extraordinaire répression qui a sévi alors. Quelques chiffres peuvent l'illustrer. D'après un registre officiel du ministère de la Justice, et qui est loin d'être complet, il y a eu de 1933 à 1945 environ 33 000 condamnations à mort par des tribunaux ordinaires, dont la moitié pour des raisons politiques. Plus de 20 000 condamnations à mort ont été prononcées par des tribunaux militaires. De 1933 à 1939, il y a eu 225 000 condamnations à des peines de prison ; rien qu'en 1936, 11 700 condamnations pour activités illégales ; en 1936, la Gestapo a compté 1 600 000 tracts émanant du parti communiste et du parti social-démocrate. De 1933 à 1945, environ 3 000 000 d'Allemands sont passés par des camps de concentration (qu'il faut bien distinguer des camps d'extermination, surtout établis en Pologne après 1940, pour réaliser le génocide des juifs), dont 800 000 pour faits de résistance active. En août 1944, 522 000 Allemands étaient détenus dans des camps de concentration ou des prisons politiques ; le chiffre le plus élevé fut atteint en janvier 1945 avec plus de 700 000 personnes.

Manfred FLÜGGE,

Résister (le prix du refus),

© Éditions Autrement, collection "Morales", n° 15, mars 1994.

CHRONOLOGIE

1918

- *11 nov.* : Signature de l'armistice, mettant fin à la première guerre mondiale. Deux jours auparavant, le roi Guillaume II abdique et la république de Weimar est proclamée qui signera l'armistice. C'est "le coup de poignard dans le dos" qui provoque l'hostilité des nationalistes (dont Hitler) au nouveau régime, à peine installé.

1919

- *jan.* (All.) : Tentative du mouvement révolutionnaire Spartakus pour prendre le pouvoir. Ses deux dirigeants, Liebknecht et Rosa Luxemburg, sont exécutés.
- *28 juin* : En absence de l'Allemagne, le Traité de Versailles établit de nouvelles frontières en Europe (suppression de l'Autriche-Hongrie). L'Allemagne doit payer des réparations aux vainqueurs. C'est une nouvelle humiliation pour les nationalistes.

1920

- *déc.* (Fr.) : Scission de Tours entre communistes et socialistes (S.F.I.O.). Les premiers soutiennent le pouvoir bolchevique en Russie, les seconds sont souvent anticommunistes. Cette division de la gauche sera déterminante dans le combat contre le fascisme.
- *déc.* (All.) : Création du N.S.D.A.P. (parti national-socialiste) par Adolf Hitler.

1921

- *juillet* (All.) : Création des sections d'assaut (S.A.), organisation paramilitaire qui recrute anciens combattants et chômeurs et provoque de nombreux troubles et coups de force.

1923

- *jan.* : Comme garantie des réparations, l'armée française occupe la Ruhr, grève générale et nouvelle humiliation pour les nationalistes. Inflation vertigineuse, 1 dollar = 8 millions de marks.
- *nov.* : Hitler tente un putsch à Munich. Il est emprisonné et écrit *Mein Kampf* en détention. Il est libéré en décembre 1924.

1925

- *mars* (All.) : Création des Schutzstaffeln (S.S.), force personnelle d'Hitler pour contrebalancer les S.A.

1928

- (All.) : 12 députés du parti national-socialiste sont élus au Reichstag.
- (Port.) : Oliveira Salazar est appelé par le Général Carmona comme ministre des finances.

1929

- *oct.* : Crise économique suite au Krach boursier de Wall Street du 24 octobre, répercussions en Europe (cessation des investissements et des prêts américains, faillites, méventes des grands produits, chômage).

1930

- *14 sept.* (All.) : Election de 107 députés du parti national-socialiste au Reichstag.

1932

- (Port.) : Salazar devient président du Conseil, régime autoritaire et corporatiste. Peu à peu il impose une "dictature paternaliste, policière et obscurantiste".
- *31 juillet* (All.) : Nouvelle élection, le parti national-socialiste compte 230 députés.

1933

- *30 jan.* (All.) : Hitler est nommé chancelier par le Maréchal Hindenburg, président du Reich.
- *27 fév.* : Incendie du Reichstag. Le lendemain, Hitler promulgue un décret d'urgence signé par le président Hindenburg limitant les libertés d'opinion et de presse. Emigration d'intellectuels et d'artistes (dont Brecht) fuyant le nazisme.
- *23 mars* : Le Reichstag vote les pleins pouvoirs à Hitler pour 4 ans. Seulement 92 députés (socio-démocrates) sur 533, votent contre. Les députés communistes ont été exclus et leur parti interdit.
- avril* : Boycott des magasins juifs, épuration dans la fonction publique et numerus clausus dans les universités.
- *mai* : Les syndicats sont dissous et remplacés par le Front du travail.
- *juin* : Interdiction du parti social-démocrate.
- *14 juillet* : Loi du parti unique et suspension des pouvoirs législatifs du Reichstag. Ouverture des premiers camps de concentration.

1934

- *6 fév.* (Fr.) : Affrontements à Paris suite à une manifestation de l'extrême droite, 15 morts, 1 400 blessés.
- *12 fév.* : Communistes et socialistes manifestent ensemble. Réconciliation qui mènera au Front populaire.
- *30 juin* (All.) : "La nuit des longs couteaux", épuration d'une partie

des S.A. en conflit avec l'armée (la Reichwehr) pour faire plaisir à celle-ci afin de mieux la contrôler.

● 2 août : Mort du Président Hindenburg, Hitler concentre les pouvoirs du Président et ceux du Chancelier.

1935

● 16 mars (All.) : Loi organisant la Wehrmacht.

● 21 mai : Lois raciales de Nuremberg enlevant la citoyenneté aux Juifs.

1936

● 7 mars : En violation du Traité de Versailles, les allemands occupent la rive gauche du Rhin.

● mai-juin (Fr.) : Election législative, succès de la gauche, gouvernement de Léon Blum, socialiste, avec des radicaux et le soutien communiste, vote d'un programme social, vaste mouvement de grèves.

● 17 juillet : Début de la guerre civile en Espagne suite au soulèvement militaire commandé par Franco. L'aviation de la légion allemande Condor combat aux côtés des "rebelles" franquistes. De l'autre côté, des brigades internationales aident les républicains "gouvernementaux".

1937

● 26 avril : Bombardement aérien de Guernica, au pays basque espagnol, par la légion allemande Condor, 1 500 tués.

1938

● (All.) : Confiscation des biens des juifs et aryansisation forcée.

● 11 mars : Occupation de l'Autriche par la Wehrmacht. Hitler menace la Tchécoslovaquie.

● 15 mars : Anschluss : annexion de l'Autriche par l'Allemagne.

● 29-30 sept. : Accords de Munich, Hitler fait admettre à la France, l'Italie et la Grande-Bretagne le découpage de l'état tchèque dans le but de regrouper les allemands. Le 1er octobre, il occupe tout le territoire.

● 9-10 nov. : "Nuit de cristal", gigantesque pogrom : incendies des synagogues, arrestation et destruction de milliers de magasins juifs, qui doivent payer une amende collective d'un milliard de marks.

1939

● 23 août : Hitler et Staline signent un pacte de non-agression germano-soviétique.

● 1er sept. : Invasion de la Pologne par l'Allemagne, qu'elle se partage avec l'URSS.

● 3 sept. : La Grande-Bretagne et la France entrent en guerre contre l'Allemagne.

DICTATURES EN EUROPE 1920-1945

| <i>Pays</i> | <i>Dictateurs</i> | <i>Dates</i> | <i>Parti unique ou dominant</i> |
|-------------|-------------------------|--------------|--|
| Allemagne | Adolf Hitler | 1933-1945 | Parti national-socialiste |
| Autriche | E. Dollfuss | 1932-1934 | Heimwehr (jusqu'en 1936) |
| | K. von Schuschnigg | 1934-1938 | |
| Bulgarie | Boris III | 1934-1943 | |
| Espagne | Général Primo de Rivera | 1923-1930 | Union patriotique Phalange |
| | Général Franco | 1939-1975 | |
| France | Maréchal Pétain | 1940-1944 | "Régime de Vichy" |
| Grèce | Général Metaxas | 1936-1941 | |
| Hongrie | Amiral Horthy | 1920-1944 | |
| Italie | Benito Mussolini | 1922-1943 | Parti national fasciste |
| Lettonie | K. Ulmanis | 1934-1940 | |
| Lituanie | A. Woldemaras | 1926-1929 | |
| Pologne | Maréchal Pilsudski | 1926-1935 | Bloc national Camp de l'Unité nationale |
| | Colonel Beck | 1935-1939 | |
| Portugal | Oliveira Salazar | 1928-1968 | Union nationale |
| Roumanie | Carol II | 1930-1940 | Front de la Renaissance nationale |
| | Général Antonescu | 1940-1944 | |
| Slovaquie | Mgr Tiso | 1938/39-1945 | Parti populaire slovaque |
| Turquie | Mustapha Kemal | 1923-1938 | Parti républicain du peuple |
| Yougoslavie | Alexandre 1er | 1929-1934 | Parti yougoslave national |
| | Milan Stojadinovic | 1935-1939 | |

Bernard DROZ, Anthony ROWLEY, *Histoire générale du XX^e siècle*
t.1, *Déclins européens*, © Éditions du Seuil, collection *Points Histoire*, 1986.

4 €